

Newsletter n° 4 – 13 avril 2008

L'enseignement supérieur et la recherche avec l'enseignement secondaire et l'enseignement primaire

Ce n'est pas seulement par solidarité que nous devons marquer notre soutien au mouvement actuel des lycéens et aux protestations des collègues de l'enseignement primaire et secondaire contre les décisions affectant programmes et organisation des études : c'est aussi parce que ce qui se passe dans les écoles, dans les collèges et dans les lycées est à l'évidence en rapport avec ce qui est en route dans l'enseignement supérieur et la recherche.

La cohérence de la politique du gouvernement dans les domaines de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche apparaît en effet de plus en plus clairement. Il est frappant de constater à quel point, plus que jamais, des logiques analogues et symétriques animent les projets et les décisions dans les trois domaines en même temps. Même centralisation accrue du gouvernement au sein des établissements, mêmes inflexions budgétaires, même réorganisation des programmes et des diplômes, même traitement économique de l'éducation, même désinvolture à l'égard de la qualité d'enseignement, même façon de ne plus placer l'élève ou l'étudiant au cœur du système, même désengagement de l'État : l'action gouvernementale dans les différentes sphères est cohérente. Dictée en apparence par quelques convictions que l'on proclame « frappées au coin du bon sens », elle est en fait profondément idéologique : critique de la fonction publique budgétivore, flexibilité accrue contre la « rigidité des statuts », remise en cause systématique des disciplines que l'on dénonce comme « rétrogrades », rentabilité et évaluation non contradictoire et non paritaire.

En définitive, la politique d'enseignement semble par moments se résumer à la nécessité de diminuer le nombre de fonctionnaires, comme si l'Éducation nationale, l'Enseignement supérieur et la Recherche étaient des variables d'ajustement du budget de l'État.

Cela explique à la fois la confusion extrême des annonces et la très grande lisibilité des motivations purement politiques. C'est aussi pour cette raison que les décisions sont prises sans concertation avec les fonctionnaires en postes et leurs représentants. On négocie aujourd'hui avec les lycéens comme on négociait hier avec les étudiants.

Il est donc grand temps de se mobiliser, avant que tous les décrets et autres lois ne passent l'été prochain, en catimini. Le gouvernement est conscient qu'une résistance lui est opposée. Les résultats des élections universitaires continuent de le démontrer, les manifestations « lycéennes » le rappellent chaque semaine.

SLU a proposé un texte de principe en vue de défendre les concours nationaux de recrutement des enseignants: faisons-le circuler !
<http://sauvonsluniversite.com/spip.php?article372> Il en va de l'avenir des étudiants ! Il en va de l'avenir de l'Éducation nationale mais aussi de l'Enseignement Supérieur, notamment dans le domaine des Lettres et Sciences humaines & sociales ! Un texte

écrit au sein de SLU éclaire la logique à l'œuvre
<http://sauvonsluniversite.com/spip.php?article363>

Voilà pourquoi SLU appelle à manifester **le mardi 15 avril** aux côtés des lycéens, de leurs enseignants et des parents d'élèves. A Paris, le départ de la manifestation aura lieu à 14 h, place de la République (sauf changement de dernière minute que nous indiquerons sur le site de SLU avec les informations concernant le rendez-vous SLU).

Défendons le service public ! Défendons l'Education nationale, l'Enseignement supérieur et la recherche, nous ne sauverons pas l'un en sacrifiant les autres ! Nous ne gagnerons que dans l'unité et la solidarité des différents degrés de l'enseignement public !

N'oubliez pas que vous pouvez adhérer à SLU pour soutenir notre action
<http://sauvonsluniversite.com/spip.php?article3>